Scolarisation des migrants **Des évacuations qui n’ont rien d’humanitaire** Le 24 octobre 2016, les forces de l’ordre évacuaient 6 500 migrant-e-s de la « jungle » de Calais. Le 4 novembre, c’étaient 3 852 migrant-e-s qui étaient évacué-e-s de leur campement à Stalingrad à Paris. Contrairement à ce que le gouvernement tente de faire croire, cette opération des forces de l’ordre n’a rien d’« humanitaire ». Les Centres d’Accueil et d’Orientation (CAO) ne sont que des solutions transitoires et des campements de fortune se reconstituent systématiquement. Aucune politique n’a été mise en œuvre pour accueillir dignement les migrant-e-s et leur garantir des droits auxquels tout être humain devrait avoir accès : être logé, avoir un travail et un revenu, avoir accès à la santé et à l’éducation. La fédération SUD éducation dénonce l’absence de solutions pérennes de logement, l’absence de prise en charge des mineur-e-s et jeunes isolé-e-s, la mise en concurrence inhumaine et scandaleuse des personnes accueillies, l’incitation à la dissuasion des demandeurs et demandeuses d’asile dans leurs démarches, l’incitation à la dénonciation, au fichage et au flicage. **Pour l’accueil et l’accompagnement des migrant-e-s** Chaque jour, des milliers de femmes, hommes et enfants sont sur les chemins de l’exil, fuyant dictatures, crises, pauvreté et guerres. Face à ces personnes qui tentent de trouver refuge au péril de leur vie, nos États s’érigent en forteresse. Ils ont pourtant les moyens d’un accueil digne et ils ont leur part de responsabilité dans ces situations de crises politiques et environnementales. Entre janvier et septembre 2016, 47 000 migrant-e-s ont demandé l’asile à la France, ce chiffre est minime pour un pays qui compte 66 millions d’habitant-e-s et 35 585 communes ! L’accueil et l’accompagnement des migrant-e-s, sans distinction ni discrimination, doit être une priorité. Notre pays doit mettre en œuvre une vraie politique sociale d’accueil et de régularisation des migrant-e-s. **Pour la scolarisation de tou-te-s les jeunes migrant-e-s !** L’Education nationale doit respecter le droit à la scolarisation de tou-te-s les jeunes migrant-e-s. Aujourd’hui, il manque des milliers de places en classe d’accueil pour scolariser tou-te-s les jeunes. Certain-e-s attendent plus de 9 mois pour obtenir une place dans une classe d’accueil en collège. Les jeunes migrant-e-s sont les premières victimes du budget insuffisant alloué à l’éducation puisqu’ils et elles se voient refuser l’entrée à l’école en arrivant en France. Refuser de scolariser des jeunes dès leur arrivée en France, c’est bafouer leurs droits. Ne détournons pas le regard, agissons collectivement, exprimons notre solidarité ! Chaque jour, nous pouvons constater les conditions de vie totalement indignes des migrant-e-s, chaque jour nous entendons les discours racistes et fascistes à leur égard. **Ne cédons pas aux discours démagogiques et haineux.** Créons des solidarités concrètes avec les migrant-e-s, participons à toutes les actions pour exiger : – la scolarisation de toutes et tous les mineurs et jeunes migrant-e-s, par tous les moyens possibles (motions, courriers aux rectorats, grèves, manifestations) ; – des logements pour toutes et tous ; – l’accès aux soins et à la culture pour toutes et tous ; – la fermeture des centres de rétention ; – des papiers pour toutes et tous ; – l’ouverture des frontières aux personnes, la liberté de circulation et d’installation.

Documents joints

Scolarisation des migrants